



*Etude annuelle de l'AFIC et de PricewaterhouseCoopers
sur l'activité des acteurs français du Capital Investissement*

***Les acteurs français du Capital Investissement ont soutenu
630 entreprises en création, développement et transmission au cours
du premier semestre 2006 et leur ont apporté 4,1 milliards d'euros***

- **Plus haut niveau historique des investissements, avec 4,1 milliards € investis, en augmentation de +21%**
 - o amorçage et création : +15%
 - o développement : +17%
 - o transmission / LBO : +24%
- **Poursuite des désinvestissements sur un rythme soutenu à 1,8 milliard €**
- **Maintien des levées de fonds à un niveau élevé de 3,5 milliards €, comparable à celui de l'activité d'investissement**

Le 17 octobre 2006, l'Association Française des Investisseurs en Capital (AFIC) a présenté les résultats de son enquête semestrielle sur l'activité des acteurs français du Capital Investissement réalisée en partenariat avec PricewaterhouseCoopers.

Une croissance robuste de l'activité du Capital Investissement au premier semestre 2006 au service de l'ensemble des entreprises du tissu économique français

L'activité du Capital Investissement atteint son plus haut niveau historique semestriel, avec plus de 4,1 milliards d'euros investis au cours du premier semestre 2006 dans près de 630 entreprises essentiellement non cotées, soit une progression de 21% par rapport au premier semestre 2005. Le nombre d'investissements s'est accru de 6% : près de 1 000 investissements ont ainsi été réalisés au cours du premier semestre 2006 contre 930 au premier semestre 2005.

L'activité des opérateurs français a progressé de 4% en valeur sur la France, passant de 3,3 à 3,4 milliards d'euros, et de 3% en nombre, avec 868 opérations. Sur ce total, près de la moitié des opérations ont été réalisées hors Ile-de-France. Les acteurs français du Capital Investissement ont également enregistré une très forte activité à l'international, puisque la part des investissements réalisés à l'étranger représente désormais 18% du total investi sur le premier semestre 2006 contre 4% au cours du premier semestre 2005. En nombre, 122 opérations ont été réalisées à l'étranger, soit une progression de 30 % par rapport au premier semestre 2005.

Les nouveaux dossiers représentent l'essentiel de l'activité du Capital Investissement, en progression de 37% en valeur, à 3,7 milliards d'euros. Les réinvestissements ont également connu un rythme soutenu puisque l'on dénombre 471 opérations ; ils traduisent l'accompagnement dans la durée comme l'un des facteurs clés de création de valeur.

Le Capital Investissement intervient dans des entreprises de toutes tailles, 68% des montants ont ainsi été investis auprès d'entreprises de plus de 500 salariés. Il demeure la source de financement privilégiée pour les PME-PMI : 85% des entreprises financées sont des PME de moins de 500 salariés. En valeur, elles ont reçu 1,3 milliard d'euros au cours du semestre.

Une croissance régulière de l'activité sur l'ensemble des métiers du Capital Investissement

Les opérations de développement et de transmission / LBO ont fortement tiré l'activité du Capital Investissement.

En valeur, le Capital Transmission / LBO a progressé de 24% et représente, avec 3,3 milliards d'euros, 80% des montants investis au premier semestre 2006 (contre 78% pour le premier semestre 2005 et 67% au premier semestre 2004). En nombre, il représente 26% des entreprises soutenues au premier semestre, contre 30% au premier semestre 2005.

Avec une hausse de 27% du nombre d'entreprises financées, le Capital Développement est le segment qui connaît la plus forte progression. Il est même le segment le plus important puisqu'il représente 36% du nombre total des entreprises soutenues par des sociétés de Capital Investissement, avec 226 entreprises financées. En valeur, les investissements en phase de développement sont en hausse de 17% par rapport au premier semestre 2005, et s'élèvent à 477 millions d'euros sur le premier semestre 2006.

L'amorçage et le Capital Risque augmentent en valeur absolue de 15% sur les deux premiers semestres 2005 et 2006 pour atteindre 211 millions d'euros (183 millions d'euros au premier semestre 2005), le léger repli du nombre d'entreprises financées marquant une hausse sensible des tickets unitaires moyens investis par entreprise.

La progression continue des cessions depuis 2003 traduit la bonne liquidité des actifs

Les désinvestissements ont progressé sur les deux premiers semestres 2005 et 2006 de 5,5% en nombre, pour atteindre 651 opérations. En montant, ils sont restés stables, à 1,8 milliard d'euros.

Plus de la moitié des désinvestissements sont réalisées à l'occasion d'opérations et d'introduction en Bourse, auprès des industriels et du management. Les introductions en Bourse et les cessions de titres côtés deviennent, avec les 158 opérations réalisées, la première source de sorties. Les industriels confirment également leur intérêt pour les entreprises soutenues par des sociétés de Capital Investissement. L'étude souligne clairement, à travers les cessions au management, le rôle du Capital Investissement dans l'émergence de nouveaux profils d'entrepreneurs.

Les levées de fonds se maintiennent à un niveau élevé, comparable à celui de l'activité d'investissement, et témoignent de l'attractivité du marché français du Capital Investissement

Avec 3,5 milliards d'euros de fonds levés, le premier semestre 2006 enregistre un niveau élevé, supérieur aux capitaux levés sur l'ensemble de chacune des années 2003 et 2004.

Les capitaux levés auprès des investisseurs français s'élèvent à 2,1 milliards d'euros au premier semestre 2006, contre 2,7 milliards d'euros au premier semestre 2005, millésime particulièrement exceptionnel. Dans le même temps, les capitaux internationaux se maintiennent à un niveau particulièrement important puisqu'ils représentent 1,4 milliard d'euros et plus de 40% du total des levées.

Les banques, avec 1,2 milliard d'euros et 33% des capitaux apportés, restent le principal pourvoyeur de ressources (33% des fonds levés). Viennent ensuite les compagnies d'assurance qui demeurent un apporteur important de capitaux, avec 517 millions d'euros (15%) dont près de 65% proviennent des assureurs français. Les fonds de pension et caisses de retraite repassent à la sixième place au premier semestre 2006 après avoir occupé la première place au premier semestre 2005.

Chiffres clés :

En millions d'euros	S1 2005	S1 2006	Evolution S1 2005/ S1 2006	En nombre d'entreprises	S1 2005	S1 2006	Evolution S1 2005/ S1 2006
Investissements	3 393	4 118	+ 21 %	Investissements	617	627	+ 2 %
<i>Dont amorçage et création</i>	183	211	+ 15 %	<i>Dont amorçage et création</i>	188	162	- 14 %
<i>Dont développement</i>	408	477	+ 17 %	<i>Dont développement</i>	178	226	+ 27 %
<i>Dont transmission / buy-out</i>	2 646	3 292	+ 24 %	<i>Dont transmission / buy-out</i>	188	159	- 15 %
Cessions (montants historiques)	1 774	1 773	+ 0 %	Cessions	471	453	- 4 %
Fonds levés	7 778	3 537	- 55 %				

Méthodologie :

Ces statistiques sont obtenues sur la base des données qui ont été collectées via le nouveau site Internet que l'AFIC a mis en place : www.afic-data.com. Cette nouvelle plateforme électronique, ouverte en juillet 2006 et dédiée aux membres de l'AFIC, permet de collecter les données d'activité, de performance, de poids économique et social par véhicule d'investissement et par métier. Les transactions sont saisies directement par les membres « deal by deal » et par véhicule d'investissement.

La méthodologie est identique aux études précédentes, il n'y a pas eu d'extrapolation des non répondants, le questionnaire est conforme aux standards européens et la restitution des données répond aux besoins de confidentialité des membres de l'AFIC. Toujours en terme de méthodologie, les analyses présentées se rapportent uniquement aux acteurs français du Capital Investissement, membres de l'AFIC et disposant d'un bureau en France.

Le taux de réponse est de 75%. L'enquête a été administrée auprès de 200 investisseurs en capital parmi lesquels 150 ont répondu au questionnaire. Bien qu'en retrait par rapport aux périodes précédentes, les données collectées permettent de cerner précisément les enjeux.

A propos de PricewaterhouseCoopers :

Fort d'un réseau d'environ 3000 professionnels, PricewaterhouseCoopers Transaction Services a pour objectif d'intervenir dans le cadre de transactions « Cross Border » ou nationales, en étroite collaboration avec tous les métiers de PricewaterhouseCoopers, première organisation mondiale de services intellectuels qui regroupe 122.000 personnes dans 144 pays. PricewaterhouseCoopers Transaction Services développe une approche pluridisciplinaire qui engage le savoir-faire d'experts (spécialistes environnementaux, experts sectoriels, avocats et fiscalistes,...) tout en tenant compte des spécificités de chaque opération, tout au long du processus transactionnel.

Présent dans 60 pays, le réseau PricewaterhouseCoopers Transaction Services comprend en France 19 associés et plus de 165 professionnels expérimentés ; il est organisé par lignes de service, garantissant ainsi la qualité de nos prestations :

- due diligence financière acheteur et vendeur ;
- due diligence stratégique et de marché ;
- due diligence opérationnelle et assistance post-acquisition.

PricewaterhouseCoopers Transaction Services est leader sur le marché des LBO en France ainsi sur les transactions transfrontalières les plus significatives, tant auprès des fonds d'investissement que des sociétés industrielles et commerciales.

A propos de l'AFIC :

Créée en 1984, l'Association Française des Investisseurs en Capital (AFIC), avec 230 membres actifs, regroupe l'ensemble des structures de Capital Investissement installées en France : Sociétés de Capital Risque (SCR), Fonds Communs de Placement à Risque (FCPR), Fonds Communs de Placement dans l'Innovation (FCPI), Fonds d'Investissement de Proximité (FIP), sociétés de gestion, sociétés de conseil, fonds de fonds, sociétés d'investissement.... En outre, l'AFIC compte 149 membres associés issus de tous les métiers – avocats, experts-comptables et auditeurs, conseils, banquiers... – qui accompagnent et conseillent les investisseurs et les entrepreneurs dans le montage et la gestion de leurs partenariats.

L'AFIC, à travers sa mission de déontologie, de contrôle et de développement de pratiques de place, figure au rang des deux associations reconnues par l'AMF et dont l'adhésion constitue pour les sociétés de gestion une des conditions d'agrément. C'est la seule association professionnelle spécialisée sur le métier du Capital Investissement.

Le Capital Investissement soutient une part significative de l'emploi en France et représente un des tout premiers leviers de la croissance et de la dynamique économique nationale. Le Capital Investissement représentait, à travers ses participations dans plus de 3.700 entreprises non cotées recensées fin 2004, essentiellement des PME-PMI, près d'un million de salariés (données 2003), soit 6 % de l'ensemble des effectifs salariés du secteur privé. Le chiffre d'affaires 2003 réalisé en France par ces entreprises s'élevait à plus de 130 Milliards € (soit l'équivalent de plus de 8 % du PIB), auxquels s'ajoutent 60 Milliards € à l'international, soit un chiffre d'affaires global dépassant les 190 Milliards €. Aujourd'hui, plus de 4.000 entreprises sont soutenues par le Capital Investissement.

Contact Presse :

Image 7 - Flore LARGER - Tel : 01 53 70 74 91

flarger@image7.fr